



ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VII - N°50 • Octobre 2015



MONUSCO



OIT



UN-HABITAT



FAO



OMS



Unicef



PNUE



wfp.org



OIM



PNUD



ONUSIDA



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture



UNHCR
The UN Refugee Agency



OCHA



UNOPS

Operational excellence for results that matter



UNMACC-RDC



ONU FEMMES



UNFPA



INTERNATIONAL MONETARY FUND



IFAD
FOND INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE



OMI

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE



OACI

Journée des Nations Unies 2015

“ONE UN”, plus que jamais !



Photo MONUSCO/John Bompenge

Le RSSG a.i, David Gressly (g) et le RSASG et coordonnateur humanitaire Dr Mamadou Diallo (d) lors de la célébration de la Journée des Nations Unies à Kinshasa.

ONU - 70^{ème} anniversaire

Un partenariat dynamique avec la RDC

Sommaire

Point de vue

- 3 Fonctionnaires des Nations Unies unissons nos forces et gardons la foi

Dossier

- 4 ONU : 70 ans au service de la paix, du bien-être et du développement dans le monde
- 6 Mamadou Diallo appelle les Congolais à "s'accorder sur un calendrier électoral"
- 7 Le 70^{ème} anniversaire des Nations Unies célébré à Kinshasa
- 9 Journée des Nations Unies dans les secteurs
- 12 Entretien avec Graham Zebedee, ambassadeur du Royaume Uni en RDC :
"L'ONU est et restera une organisation indispensable dans le monde"
- 13 Hommage à Dag Hammarskjöld
- 14 "Une ONU forte pour un monde meilleur"
- 15 Une femme pour remplacer Ban Ki-moon, on y croit !

Politique

- 16 Elections : Processus au point mort

Stabilisation

- 17 "Amani ni njia ya maendeleo"

Vie de la Mission

- 19 Martin Kobler présente le rapport du SG de l'ONU sur la mise en oeuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba
- 19 Le Secrétaire général de l'ONU nomme Maman Sambo Sidikou, du Niger, Représentant spécial pour la RDC

✍ Par Charles Bambara*

Les Nations Unies ont célébré le 24 octobre dernier le 70^{ème} anniversaire de l'Organisation. En RDC, les Nations Unies sont représentées par la MONUSCO, qui soutient le gouvernement dans le rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité du pays, mais aussi par les nombreux fonds, programmes et agences spécialisés des Nations Unies qui accomplissent un travail remarquable sur tous les fronts : Santé, Développement, éducation, Alimentation, Culture, etc...



La MONUSCO est l'une des seize opérations de maintien de la paix à travers le monde. En 15 ans de présence dans le pays, il y a eu des avancées non négligeables même si tout n'est pas réglé. Au plus fort de la crise, le pays était divisé en trois et il fallait un visa pour circuler dans les différentes zones du pays. L'action des Nations Unies a été décisive pour la réunification du pays. Il y a eu aussi cette défaite du M23, le mouvement rebelle le plus important entre avril 2012 et novembre 2013 dans le pays.

Dans le domaine de la santé par exemple, l'apport de l'OMS a été très appréciable pour le contrôle voire l'éradication des différentes épidémies, comme le choléra, ou la maladie Ebola dans la province de l'équateur. L'UNESCO, le PAM, l'UNICEF, le HCR, l'OIM, ont tous contribué au bien-être de la population, et continuent à le faire.

C'est pourquoi la MONUSCO et les agences du système des Nations Unies voient à travers le gouvernement congolais un partenaire au Développement. Il y a comme un engagement sans faille à soutenir ce partenaire afin qu'il puisse réaliser sa vision de pays émergent et de locomotive sous-régionale.

Le 70^{ème} anniversaire de l'ONU a donc offert l'opportunité de célébrer les 55 ans de partenariat entre la RDC et les Nations Unies. Des années de coopération très fructueuse. Déjà le cap est mis sur le nouveau programme sur le développement durable qui comprend 17 objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici 2030. Et là aussi, les Nations Unies répondront présent aux côtés de la RDC ■

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Coordonnatrice des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Tom Tshibangu

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs
Amadou Ba, Yulu Kabamba, Abdourahmane Diallo,
Jean-Tobie Okala, Martine Pochon

*Directeur de la Division l'Information Publique

Fonctionnaires des Nations Unies, unissons nos forces et gardons la foi

Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé, tout au long de cette année, énormément d'activités pour la célébration des 70 ans de l'Organisation. Il s'est beaucoup exprimé à ces occasions pour expliquer encore et toujours le rôle très important que joue l'ONU pour la paix, la sécurité et le développement dans le monde. Il s'est aussi longuement adressé aux travailleurs de l'Organisation, en les exhortant à faire du mieux qu'ils peuvent pour répondre aux attentes des populations en détresse. Ban Ki-moon, nous vous avons entendu et voici notre réponse.

✎ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

Nous sommes ceux qui servent le monde, comme le dit si bien le slogan d'une certaine banque : "servir ceux qui servent le monde". Nous sommes ceux qui servent le monde et nous en sommes fiers. Tous ceux qui travaillent pour cette organisation, à peut-être quelques exceptions près, disent toujours et encore leur fierté d'appartenir à cet ensemble qui soutient les plus pauvres, protègent ceux qui sont exposés, organisent les efforts des pays membres pour soigner, aider, éduquer, sensibiliser, former ceux qui en ont le plus besoin.

Vous avez dit dans votre message au monde à l'occasion de la célébration de la Journée des Nations Unies : *"Nos soldats de la paix se trouvent en première ligne dans les conflits ; nos médiateurs amènent les belligérants à la table de paix ; nos travailleurs humanitaires bravent des situations dangereuses pour fournir une aide qui sauve des vies. L'Organisation des Nations Unies œuvre pour l'ensemble des 7 milliards de personnes qui constituent la famille humaine, et prend soin de la terre, notre seul et unique domicile. Et ce sont les fonctionnaires – talentueux et d'origines diverses – de l'Organisation des Nations Unies qui contribuent à donner effet à la Charte. Le soixante-dixième anniversaire offre l'occasion de saluer leur dévouement et d'honorer ceux, nombreux, parmi eux qui ont fait le sacrifice suprême dans l'exercice de leurs fonctions. Le monde fait face à de nombreuses crises, et l'action internationale collective a malheureusement ses limites. Néanmoins, aucun pays ni organisme ne peut seul relever les défis d'aujourd'hui. Les valeurs intemporelles de la Charte des Nations Unies doivent continuer de nous guider. Notre objectif commun, c'est d'unir nos forces pour servir les peuples"*.

Je confirme, Monsieur le Secrétaire général, que c'est ce que nous faisons. L'ONU



Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU

est et reste la gardienne de la paix, de la sécurité dans le monde. Il n'est pas besoin de polémiquer là-dessus. Si quelqu'un parvenait à démontrer le contraire nous raccrocherions nos crampons.

Comme il reste encore beaucoup à faire, nous continuons le travail, en gardant la foi en cette Organisation dont le fonctionnement, par moments, il faut bien le dire, peut nous sembler kafkaïen, mais sans laquelle, il faut aussi le dire, le monde serait un océan d'injustices.

J'ai un jour, Monsieur le Secrétaire général, entendu cette hallucinante phrase : "si vous partez, nous recommencerons à nous battre". Ce n'était pas une réflexion, ni un constat mais presque une menace, alors que la mission de paix dans laquelle je servais procédait à une diminution de son person-

nel et s'apprêtait pour une stratégie de sortie. Cette menace s'est vérifiée par la suite... Nous n'aurions pas dû alléger notre dispositif, puisque dans un triple galop, nous y sommes retournés.

Nous ne partons pas, nous serons encore là où les peuples auront besoin de nous. Car, même si la paix durable s'installait partout, partout on aurait encore besoin des Nations Unies, parce que les catastrophes naturelles, les accidents de tous ordres, la famine et la misère... Eh bien, on ne les prévoit pas, ils arrivent tout seul. Les humanitaires que nous sommes seront toujours là pour porter secours, apporter de l'aide, écouter et reconforter.

Monsieur le Secrétaire général, nous gardons la foi et, unis dans "ONE UN", sommes à vos côtés ■



Photo MONUSCO/Maj RC Kulkarni

Une patrouille domination de terrain a été lancée par la Base opérationnelle de compagnie de Munigi, au Nord Kivu.

ONU : 70 ans au service de la paix, du bien-être et du développement dans le monde

1945- 2015 : L'Organisation des Nations Unies (ONU) a 70 ans. L'histoire des Nations Unies est jalonnée de succès, mais aussi d'échecs. Souvent, dans l'imaginaire de nombreux habitants de la planète, les Nations Unies se résument presque exclusivement au maintien de la paix à travers le monde. Pourtant, les Nations Unies sont une grande famille composée d'Agences, de Fonds, de Programmes et d'Institutions spécialisées. Prises dans leur ensemble, oui, l'histoire des Nations Unies est plus traversée par les succès que par les échecs.

✉ Par Jean-Tobie/MONUSCO

Le terme « Nations Unies » est utilisé pour la première fois pendant la seconde guerre mondiale, en 1942 par le Président américain F. Roosevelt. Le 30 octobre 1943 à Moscou, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Chine appellent à la création d'une Organisation internationale pour maintenir la paix et la sécurité. Cet objectif sera réitéré deux mois plus tard à Téhéran en Iran. En 1945, l'ONU va voir le jour et remplacer la Société des Nations (SDN). Sa mission est guidée par les objectifs et principes contenus dans sa Charte fondatrice. 70 ans et 8 Secrétaires généraux plus tard, de 51 Etats signataires de la Charte, on en est aujourd'hui à 193. Un rapide regard rétrospectif s'impose donc.

Sur tous les fronts

Jour après jour et à travers le monde, l'ONU lutte contre la pauvreté. Sa tête de pont en la matière reste le Programme des Nations Unies pour le développement, PNUD dont les réalisations, ajoutées à celles des plus de tous les Etats où il œuvre, permettent aux populations d'avoir des écoles dignes de ce nom, des ponts, des routes. Les efforts des Nations Unies en matière de développement humain ont aussi permis d'avoir des processus électoraux crédibles, de faire avancer la démocratie et la bonne gouvernance.

L'ONU nourrit les populations affamées et aide les réfugiés : les trop nombreux conflits armés et leurs cohortes de victimes

trouvent en le HCR et le PAM de précieux partenaires sans lesquels beaucoup ne survivraient pas à ces crises. Face à la déliquescence de certains Etats ou à l'incapacité d'autres à faire face aux flux migratoires consécutifs aux conflits armés, l'ONU est toujours là pour venir en aide aux personnes en situation de vulnérabilité.

L'ONU promeut la femme, moteur de développement dans de nombreux pays à travers le monde. Consciente

que l'éducation et l'autonomisation de la femme peuvent aider à lutter contre la pauvreté et même à développer les pays, l'ONU, à travers ONU FEMMES, le PNUD, UNFPA et d'autres partenaires travaille activement à la promotion de la femme. La lutte contre les violences faites à la femme et à la jeune fille ne sont pas en reste.

L'ONU éduque et vaccine les enfants: l'UNICEF reste le vaisseau amiral de l'Organisation en ces matières; mais d'autres Agences telles que l'OMS, l'UNESCO... apportent leur précieuse pierre à l'édifice. Le domaine de la santé est aussi celui où l'ONU a engrangé quelques points positifs. Le cas le plus récent reste la lutte contre le virus Ebola en RDC, Guinée-Conakry, Sierra-Leone et Liberia.

L'ONU lutte contre les changements climatiques : depuis de nombreux mois, sauf à être sourds, le monde entier n'a d'yeux et d'oreilles que pour la COP21, la Conférence mondiale sur le Climat qui va se tenir à Paris en France. L'ONU a été pionnière en matière de lutte contre le réchauffement climatique, un des dangers qui menacent le monde. En 1988, le Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) voyait le jour ; son rôle est de « fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade ». Mais bien avant la création du GIEC, il existait déjà le PNUE, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, créé en 1972 ! Déjà !

L'ONU promeut le désarmement et aide à prévenir les conflits : tout un Département a été créé (celui du Maintien de la Paix) au

sein du Secrétariat général des Nations Unies pour s'occuper de la paix et de la Sécurité dans le monde. C'est lui qui gère et "super-vise" les principales Missions de maintien de la paix à travers le monde. Mais que l'on ne s'y méprenne pas : l'ONU n'impose pas la paix, elle n'en est qu'un facilitateur. C'est pourquoi elle ne dispose pas d'armée propre et que les casques bleus mis à sa disposition par les pays contributeurs portent le nom de soldats de la paix !

Fierté !

L'ONU œuvre dans des domaines aussi nombreux et divers qu'il est impossible de les énumérer tous ici. De la promotion des droits humains à la sante maternelle, en passant par la prévention des conflits, l'assistance aux personnes en situation d'urgence, la lutte contre la fièvre Ebola et bien d'autres succès.

Modestement, l'ONU peut être fière de ses réalisations. Preuve de la reconnaissance de l'« utilité » de ce « machin » dont parlait l'ancien Président français De Gaulle, les onze Prix Nobel de la Paix décernés aux Nations Unies en 70 ans d'existence : une vraie performance pour leurs Institutions spécialisées, les centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, jour après jour, risquent leurs vies pour la paix et de la sécurité dans le monde ainsi que la mobilisation internationale afin de répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux dans le monde. Chose rare, deux Secrétaires généraux des Nations Unies, Kofi Annan et Dag Hammarskjöld, ont été honorés par le Comité Nobel pour leur œuvre.

Naturellement et comme on le dit : quand c'est bien, on aimerait que ce soit mieux. Certains aimeraient voir l'ONU prendre plus de responsabilités, s'investir plus dans les règlements et la gestion des crises. D'autres voudraient voir l'ONU se substituer aux Etats ou à leurs peuples pour lutter contre la corruption, les dictatures, les maladies, la pauvreté, l'analphabétisme, les intégrismes et autres conflits armés : ce n'est pas la vocation de l'Organisation mondiale. Les Etats sont souverains et doivent s'assumer.

Le monde des Nations Unies n'est cependant pas exempt de tout reproche. Son histoire est aussi jalonnée de quelques (retentissants) échecs qu'il faut bien reconnaître, notamment dans le domaine du maintien de la paix : le Rwanda, le Darfour, la Syrie... par exemple. On peut aussi citer la Corée, le Viêt-Nam, le Biafra (Nigeria), le sulfureux Moyen-Orient, Chypre (divisé depuis plus de 30 ans malgré la présence de l'ONU), ou même le Liban (1978). On estime que depuis 1945, la gestion par l'ONU de quelque 130 conflits à travers le monde n'a pas empêché la mort de

plus de 10 millions de personnes ! Alors que le Préambule de la Charte des Nations Unies stipule clairement que : "NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES, RÉSOLUS à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances...!"

A qui la faute ?

Alain Le Roy, alors Chef des Opérations de maintien de la Paix des Nations Unies, lançait ce cri d'alarme le 23 février 2009 : "Le maintien de la paix de l'ONU est poussé dans ses retranchements... Nous sommes souvent incapables de trouver les ressources dont nous avons besoin, et nous nous débattons avec des mandats de plus en plus complexes, musclés, dans des environnements souvent hostiles". Oui, l'ONU a besoin de faire sa mue. On dénombre une vingtaine de Missions de maintien de la Paix des Nations Unies dans le monde, avec plus de 120,000 hommes, pour (seulement) 8 milliards de dollars américains de budget annuel ! C'est que la concurrence

est rude : celle de l'Union africaine, de l'OTAN ainsi que de l'Union européenne. Ce sont les mêmes pays contributeurs de troupes qui sont souvent sollicités par ces différentes structures. Au-delà du fait que depuis bientôt 40 ans, les pays occidentaux se sont pratiquement retirés physiquement tout au moins des Opérations de maintien de la Paix (à peine 7 à 8% contre 40% il y a quelques décennies), pour laisser ces opérations dangereuses aux pays africains et asiatiques ! Il convient donc de saluer la décision prise lors de la récente 70e Assemblée générale des Nations Unies au cours de laquelle ces pays occidentaux ont décidé de ne plus financer seulement le maintien de la paix, mais d'y prendre également part au côté des africains et des asiatiques qui ont consenti d'énormes efforts et fait face à d'innombrables sacrifices. Nous gardons en mémoire ce jour sans fin où une bombe a détruit le quartier général de l'ONU à Bagdad occasionnant la mort de nombre de nos collègues, parmi lesquels Sergio Viera de Mello ■

Message du Secrétaire Général publié à l'occasion de la Journée des Nations Unies

Dans tous les pays du monde, le drapeau national est un signe de fierté et de patriotisme. Mais il y a un seul drapeau qui appartient à tous.

Ce drapeau bleu de l'Organisation des Nations Unies était une bannière d'espoir pour moi pendant mon enfance dans une Corée en guerre.

Soixante-dix ans après sa création, l'Organisation des Nations Unies demeure un phare pour toute l'humanité.

Chaque jour, l'Organisation nourrit les affamés et loge les personnes contraintes de quitter leur foyer.

L'Organisation vaccine des enfants qui, autrement, seraient morts de maladies évitables.

L'Organisation défend les droits de l'homme pour tous, sans distinction de race, de religion, de nationalité, de sexe ou d'orientation sexuelle.

Nos soldats de la paix se trouvent en première ligne dans les conflits; nos médiateurs amènent les belligérants à la table de paix; nos travailleurs humanitaires bravent des situations dangereuses pour fournir une aide qui sauve des vies.

L'Organisation des Nations Unies œuvre pour l'ensemble des 7 milliards

de personnes qui constituent la famille humaine, et prend soin de la terre, notre seul et unique domicile.

Et ce sont les fonctionnaires – talentueux et d'origines diverses – de l'Organisation des Nations Unies qui contribuent à donner effet à la Charte.

Le soixante-dixième anniversaire offre l'occasion de saluer leur dévouement et d'honorer ceux, nombreux, parmi eux qui ont fait le sacrifice suprême dans l'exercice de leurs fonctions.

Le monde fait face à de nombreuses crises, et l'action internationale collective a malheureusement ses limites. Néanmoins, aucun pays ni organisme ne peut seul relever les défis d'aujourd'hui.

Les valeurs intemporelles de la Charte des Nations Unies doivent continuer de nous guider. Notre objectif commun, c'est d'« unir nos forces » pour servir "nous, les peuples".

Pour célébrer cet anniversaire, des monuments et des bâtiments sont illuminés en bleu des Nations Unies dans le monde entier. Au moment où nous faisons pleins feux sur cet anniversaire historique, réaffirmons notre engagement en faveur d'un avenir meilleur et radieux pour tous.

Mamadou Diallo appelle les Congolais à «s'accorder sur un calendrier électoral»

Invité spécial à la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa mercredi 21 octobre, le Coordonnateur du système des Nations unies en RDC, Mamadou Diallo a réaffirmé la disponibilité de la MONUSCO à soutenir le processus électoral et la lutte contre l'insécurité dans l'Est de la RDC. Il a cependant invité les Congolais à s'entendre sur un nouveau calendrier électoral.

Au sujet du processus électoral, les Nations unies considèrent que les élections attendues sont une étape importante pour la consolidation de la démocratie en RDC, a souligné le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, coordonnateur résident, coordonnateur humanitaire. Et partant de ce principe, selon le Dr. Mamadou Diallo, tous les amis de ce pays ont le devoir d'accompagner le peuple congolais et ses gouvernants dans ce processus.

Mamadou Diallo indique que la balle est dans le camp des Congolais:

"Le jour où les Congolaises et les Congolais s'accordent sur un calendrier électoral, notre ambition c'est d'aider à ce que chaque Congolaise et chaque Congolais qui souhaite aller voter, puisse aller le faire dans les conditions de sécurité, de transparence, d'inclusion et de cohésion et qui permette à la voix des Congolaises et des Congolais d'avoir un im-

pact sur les résultats de l'élection, donc de choisir les hommes et les femmes qui vont animer les institutions démocratiques, qui vont guider ce pays vers son ambition d'émergence".

Concernant la persistance de l'insécurité dans l'Est du pays notamment à Beni, le Coordonnateur du système des Nations unies a affirmé que les Nations unies ne vont pas se substituer aux institutions congolaises. *"Le travail de lutte contre les groupes armés et de sécurisation des Congolaises et des Congolais et des frontières de ce pays est d'abord premièrement et principalement le travail des institutions congolaises de sécurité que sont les Forces armées de la République démocratique du Congo et la police nationale congolaise", a-t-il affirmé.*

Le travail des Nations Unies et des partenaires de la RDC consiste à appuyer les FARDC et la Police nationale congolaise



Photo MONUSCO/John Bompengo

(PNC) dans l'exécution de ce travail. *"C'est ce que nous faisons. Nous ne faisons pas un travail de substitution. Nous faisons un travail d'accompagnement", a insisté Mamadou Diallo.*

Selon lui, l'ambition de l'Onu pour la stabilisation du Congo est de travailler avec les FARDC de manière à réduire; sinon éliminer le danger que font courir aux populations de l'Est les groupes armés et les forces négatives. Cet accompagnement doit se poursuivre jusqu'à un niveau où les forces de sécurité de ce pays seront en mesure de poursuivre le travail seules.

Source : www.radiokapi.net

Système des Nations Unies/RDC : Lancement officiel du Rapport National sur les OMD 2015

Mardi 6 octobre, le Premier ministre M. Matata Ponyo, a lancé officiellement le Rapport-bilan des progrès accomplis des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en RDC, de 2000 à 2015. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, coordonnateur résident, coordonnateur humanitaire, Mamadou Diallo, a prononcé un

discours au nom du système des Nations Unies, partenaire du gouvernement de la République démocratique du Congo.

Il ressort de ce rapport-bilan que : la scolarisation universelle pour tous au niveau du primaire est quasi atteinte ; la parité dans l'enseignement est en augmentation constante ; et des progrès notables dans la réduction de la mortalité des enfants et un enrayerement de la mor-

talité maternelle ont été enregistrés.

Les Objectifs de développement durable (ODD) vont succéder aux OMD en 2016. Les résultats de ce rapport-bilan vont guider la préparation du Programme National Stratégique pour le développement car l'objectif de la RDC est de devenir un pays émergent à l'horizon 2030, avec le soutien des partenaires dont les agences du Système des Nations Unies ■

Le 70^{ème} anniversaire des Nations Unies célébré à Kinshasa

À l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la charte des Nations Unies, la MONUSCO et l'équipe pays ont organisé, conjointement, plusieurs manifestations à Kinshasa, rappelant l'histoire de nombreuses réalisations de l'Organisation pour la promotion de la paix et la sécurité, le développement durable et les droits de l'Homme. Reportage.

✉ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Cérémonie officielle de cet anniversaire

Le 23 octobre 2015 s'est tenue, au complexe Losonia, dans la commune de la Gombe, la cérémonie officielle de cet anniversaire, co-présidée par le Représentant spécial a.i. du Secrétaire général des Nations Unies pour la République démocratique du Congo, David Gressly et le Vice-premier ministre, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Evariste Boshab. Plusieurs personnalités, dont 8 membres du Gouvernement, de l'Armée et de la Police nationale congolaise, des

dressé un bilan positif de la collaboration entre la RDC et l'ONU. Selon M. Boshab, la collaboration entre l'ONU et le gouvernement congolais a permis d'enregistrer plusieurs avancées majeures car les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la Police nationale congolaise (PNC) ont acquis une maturité certaine.

David Gressly a apprécié, lui aussi, les progrès réalisés par l'ONU et le gouvernement, notamment pour la protection de l'enfant. *"Le gouvernement, avec le soutien*

près d'un mois d'activités diverses organisées dans le cadre de cette célébration.

Conférence-débat : les défis de la restauration de l'autorité de l'Etat

Le 2 octobre 2015 la Division de l'Information publique de la MONUSCO a organisé une conférence-débat autour du thème *"L'ONU et les défis de la restauration de l'autorité de l'Etat en RDC"*. Animée par plusieurs personnalités de la MONUSCO, devant une centaine d'étudiants finalistes en Droit et Sciences politiques de nombreuses universités de Kinshasa, cette conférence a permis de sensibiliser l'audience sur le travail de l'ONU, particulièrement les activités et le mandat de la MONUSCO.

Le général - major Jean Baillaud, Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, après avoir souligné les quatre priorités actuelles de la Mission, à savoir : *"combattre les groupes armés grâce à des efforts conjoints civils-militaires ; une restauration durable de l'autorité de l'Etat ; les élections et les droits de l'homme"*, a rappelé que 97% des effectifs sont déployés dans l'Est du pays.

Il a toutefois indiqué que l'une des difficultés rencontrée dans les opérations unilatérales que mène la Force onusienne, c'est que celles-ci se déroulent souvent dans des zones où vivent les populations civiles. Et que, de surcroît, les agresseurs se fondent souvent dans ces populations ou s'habillent en tenue de l'armée nationale. *"Cette situation donne du fil à retordre aux Casques bleus qui sont censés, en priorité, protéger les populations civiles"* a expliqué le général, insistant que *"le seul mode opératoire le plus efficace, à ce stade de restauration de l'autorité de l'Etat, c'est la coordination des opérations conjointes avec les FARDC"*.

De son côté, le colonel Tiacca Thiaw a évoqué le rôle de la Police MONUSCO, dont *"les experts continuent d'apporter leurs contributions au sein de l'organe chargé du processus de la mise en œuvre de la*



Photo MONUSCO/John Bompengo

La cérémonie de la Journée des Nations Unies co-présidée par le vice-Premier ministre et ministre l'Intérieur et Sécurité, Evariste Boshab (g), et le Représentant spécial a.i. du Secrétaire général de l'ONU, David Gressly (milieu), en présence du Représentant spécial adjoint de l'ONU et coordonnateur humanitaire Dr Mamadou Diallo (d).

membres du corps diplomatique ainsi que des représentants de la société civile ont pris part à cette cérémonie.

Dans leurs allocutions respectives, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et Sécurité, Evariste Boshab, et le Représentant spécial a. i. David Gressly, ont

de l'ONU, a presque mis fin au phénomène de recrutement d'enfants dans les forces de sécurité nationales", a-t-il reconnu, en saluant cette grande réussite.

La journée a vu également le lancement du site web des Nations Unies en RD Congo <http://cd.one.un.org/>. Avec ceci s'est clôturé



Photo MONUSCO/Yachim Maiga

Le personnel de la MONUSCO participe à une marche de santé organisée par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le cadre des activités marquant le 70^{ème} anniversaire des Nations Unies.

réforme de la Police Nationale Congolaise (PNC), pour assurer la mise en œuvre des instruments juridiques de la réforme de la Police, notamment la loi organique portant organisation et fonctionnement de la PNC, et le suivi de l'expérimentation de la police de proximité par les actions de formation et l'accompagnement dans l'implantation de commissariats de référence".

Un rôle apprécié par les étudiants qui ont par ailleurs exprimé le souhait de voir la MONUSCO augmenter le nombre de policiers onusiens à Kinshasa aux côtés de la PNC pour "protéger les personnes et leurs biens". La police onusienne devrait également être présente sur les lieux de manifestations publiques organisées à Kinshasa pour assurer l'ordre public, a plaidé la majorité des étudiants.

Pour sa part, Halidou Ngapma, Coordinateur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) a expliqué en quoi consiste le travail quotidien du BCNUDH, à savoir : "rapporter les violations des droits de l'homme, aider les victimes à chercher et obtenir des recours à ces violations ; mais aussi plaider auprès des fonctionnaires et des autres acteurs pour améliorer la situation des droits de l'homme, notamment par l'adoption de lois et de politiques qui répondent aux exigences des standards internationaux des droits de l'homme pour combattre l'impunité...".

Selon les étudiants présents à cette conférence, le BCNUDH) devrait en outre "appuyer solidement les associations nationales de défense des droits de l'Homme et aider à renforcer la lutte contre les violations des droits".

Quand les jeunes découvrent les Nations Unies

Le 22 octobre 2015, un groupe de 30 jeunes, élèves, étudiants représentant diverses écoles et universités, mais aussi les enfants de la rue, ont effectué une visite d'information au Quartier général de la MONUSCO, pour découvrir les rouages de Radio Okapi, la radio des Nations Unies. Après avoir exploré la salle de rédaction, la section de programmation et le studio, les visiteurs ont retenu que "la radio de la paix", créée le 25 février 2002, a largement contribué à la réunification du pays après les périodes troubles post-conflit de 1998 et 2003. Radio Okapi couvre aujourd'hui la moitié du territoire national du pays.

Après leur visite au quartier général de la MONUSCO, les jeunes sont allés à la découverte des agences de l'ONU, dans le complexe Losonia à Gombe.

« Connaître la Charte et l'ABC des Nations Unies »

Le 17 octobre 2015 s'est tenue une séance d'information à l'intention de journalistes et professionnels des médias sur le thème "Connaître la Charte et l'ABC des Nations Unies". Elle a été organisée par la Division de l'Information publique (PID) de la MONUSCO, en collaboration avec l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC).

Près de 500 journalistes congolais ont eu ainsi l'occasion de se familiariser avec le travail de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies, à travers l'excellent exposé du fonctionnement et des rôles respectifs de ces deux organes, fait par l'ancien ambassadeur de la RDC à l'ONU, Bagbeni Adeito.

Sur le Conseil de sécurité par exemple, les journalistes ont retenu que, selon la Charte de l'ONU, c'est à cet organe qu'il revient d'endosser la responsabilité principale quant au maintien de la paix et la sécurité internationales; par ailleurs, il appartient au Conseil de sécurité de déterminer quand et où une opération de maintien de la paix de l'ONU doit être déployée.

C'est, donc, le Conseil de sécurité qui a créé la première opération de maintien de la paix au Congo : ONUC, entre 1960 et 1964. Les journalistes présents à cette séance ont pu s'imprégner de l'histoire des activités de maintien de la paix de l'ONU pendant cette période de quatre ans au Congo, évoquée par l'ancien Premier ministre Antoine Gizenga dans un témoignage enregistré et lu par un de ses collaborateurs.

L'exposé sur "L'histoire du déploiement de la MONUC" par M. Didier Mumengi, journaliste et homme politique, a permis de comprendre l'apport de l'ONU en République démocratique du Congo, notamment la surveillance du cessez-le-feu de l'accord de Lusaka, le dialogue entre Congolais, la réunification du pays, l'appui et le soutien aux nouvelles institutions, la tenue des premières élections libres, démocratiques et transparentes, la protection des civils et la lutte contre les groupes armés.

L'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités des journalistes dans leur exercice quotidien de collecte et de traitement de l'information dans le contexte international. M. Kitima, professeur d'université, leur a expliqué les rudiments de traitement d'informations dans ce contexte ■

Journée des Nations Unies dans les secteurs

Les secteurs ne sont pas restés à la traîne pour la célébration de la Journée des Nations Unies - Editions 2015.

A Bukavu/Alain Likota

La Journée des Nations Unies a été célébrée vendredi 23 octobre 2015. Les autorités politico-administratives et militaires de la province ainsi que 200 élèves de différentes écoles secondaires ont assisté à une cérémonie riche en couleurs organisée par les agences de l'ONU et les composantes de la MONUSCO. Des Danses et musiques folkloriques, des démonstrations d'arts martiaux, des expositions sur le travail de l'ONU ont complété les messages de circonstance lus successivement par le Commandant de la Brigade du Sud-Kivu, la cheffe de Bureau intérimaire et le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu ■



Le Gouverneur du Sud-Kivu rend hommage et remercie le personnel de la MONUSCO au Sud Kivu pour ses efforts pour la paix.

Photo MONUSCO/Alain Likota

A Uvira/Jean-Tobie Okala

A Uvira au Sud-Kivu, la Journée des Nations Unies 2015 a été célébrée en trois étapes. D'abord le vendredi 23 octobre 2015 à l'Institut Supérieur des Sciences et Techniques Médicales, ISTM-Uvira où la famille des Nations Unies d'Uvira (HCR, OCHA et MONUSCO), avait réuni près de 500 étudiants des différents Instituts d'enseignement supérieur de la Cité. C'était pour une conférence-débat sur l'apport des Nations Unies dans la stabilisation de l'Est de la RDC. Auparavant, les représentants du HCR (Mahamat Nour), d'OCHA (Luka Djedi) et de la MONUSCO (Ould Mohamed El Hacem) avaient brièvement exposé les mandats respectifs de leur Organisation. Quant à la conférence-débat animée par Ould Mohamed El Hacem, le Chef du Sous-bureau de la MONUSCO-Uvira a d'abord brossé l'historique de la Mission onusienne en RDC de 1999 à nos jours. Il a ensuite rappelé les grandes lignes des mandats successifs de la MONUC-MONUSCO, en prenant soin de rappeler que ces différents mandats sont votés par le Conseil de sécurité des Nations Unies, en concertation étroite avec le Gouvernement de la RDC. Ould Mohamed El Hacem a insisté sur les progrès accomplis en RDC sur tous les plans, avec l'appui des Nations Unies qui ont permis que l'on parle aujourd'hui de stabilisation du Congo.

L'orateur a expliqué succinctement ce qui est fait pour stabiliser l'Est du Congo. Au terme du débat qui a suivi l'exposé, clôturant l'activité, le Directeur général de l'ISTM-Uvira, Nicolas Rusati, s'est dit hon-



Danses folkloriques du Xinjiang, par le contingent chinois du Sud-Kivu

Photo MONUSCO/Alain Likota

oré que son Institution ait été choisie pour abriter cette activité qui a permis à ses étudiants de combler quelques-unes des lacunes qu'ils pouvaient avoir sur les Nations Unies en général. Il a clôturé son propos en déclarant que "les Congolais auraient tort de ne pas reconnaître ce que les Nations Unies ont fait et apporté au Congo, de 1960 à ce jour" ! Témoin de cette reconnaissance et de ce partenariat, un "Club des Amis des Nations Unies" va être mis sur pied au sein de l'ISTM-Uvira, pour poursuivre la vulgarisation des idéaux et valeurs de l'Organisation mondiale. Un jeu-concours sur les Nations Unies a clôturé cette première journée de la célébration des 70 ans des Nations Unies à Uvira; avec à la clé, de très nombreux cadeaux offerts aux étudiants.

Ensuite, un match de football a opposé les Nations Unies et les Journalistes d'Uvira le samedi 24 octobre au Stade de l'Unité d'Uvira, devant une foule nombreuse. Score final : 2 buts partout. Enfin, le mardi 27 octobre, un don en vivres (sacs de haricots et farine de maïs) a été remis aux détenus de la Prison centrale d'Uvira, tout comme un important lot de fournitures scolaires (cahiers, porte-documents, stylos à billes, craies blanche et couleur, sacs à dos...) aux écoliers et élèves de 5 établissements de Mutarule. Le Préfet de l'Institut Katoga a tenu à remercier la MONUSCO et les Nations Unies pour cette assistance, car pour Mahangaiko Muguli, "depuis que nous sommes retournés ici, c'est la première fois d'avoir une telle assistance" ■

A Dungu/Alain Coulibaly

La Section PIO de la MONUSCO de Dungu a organisé samedi 24 octobre 2015 sur l'esplanade du Bureau de territoire de Dungu, la journée des Nations unies.

C'est par des louanges à la paix agrémentées par des chansons de la chorale la <voix des anges> de la plate-forme des leaders religieux de Dungu qu'a débuté la commémoration de la journée des Nations Unies à Dungu.

L'Administrateur du territoire de Dungu, Edmond Lokakao a salué les efforts fournis par la MONUSCO aux côtés du peuple congolais pour l'avènement de la paix et souhaité que conformément au thème de l'année : *"l'ONU soit plus forte pour un monde meilleur"*.

Après quoi, Le public a eu droit à une représentation théâtrale sur les 70 ans des Nations Unies, présentée par le groupe théâtral de la radio Bomoko, occasion de



Photo MONUSCO/Jean-Tobie Okala

Le chef du Bureau MONUSCO Uvira remettant un don en vivres (sacs de haricots et farine de maïs) aux détenus de la Prison centrale d'Uvira

mettre en exergue, le rôle important que joue les Nations Unies dans la résolution des conflits.

Enfin, le public a été convié à la visite des stands des contingents indonésien et bangladais ■

A Kisangani/Guy Karema et Lansana Dabo

Le Bureau de la Mission de l'Organisation des Nations Unies à Kisangani a célébré samedi 24 octobre 2015, à l'Alliance Française, la Journée des Nations Unies lors d'une cérémonie tenue en présence notamment des autorités provinciales, les responsables des Agences du système de l'ONU, le Chef de Bureau MONUSCO et le Gouverneur de Province, M. Jean Bamanisa.

Le Gouverneur de Province, M. Bamanisa, a félicité l'Organisation des Nations Unies pour ses interventions pertinentes dans divers secteurs de la vie nationale.

A l'ouverture des rideaux, il y a eu la projection du documentaire *"Fanfare aux peuples du monde"*, film qui retrace brièvement les circonstances dans lesquelles la Charte des Nations Unies, document fondateur qui marque l'acte de naissance des Nations Unies, a été ratifiée en 1945 à San Francisco.

Par la suite, ce fut la proclamation des résultats du Concours interscolaire baptisé *"Je connais les Nations Unies"*, Concours organisé par le Bureau de l'Information Publique à Kisangani à l'intention des établissements scolaires secondaires de la place en vue justement de procéder à une évaluation de la perception des actions de l'Organisation des Nations Unies (ONU), d'une manière générale, et en particulier



Photo MONUSCO/Guy Karema

Le Gouverneur de Province, Jean Bamanisa Saïd prononçant son discours

en République Démocratique du Congo, a précisé le Responsable du Bureau de l'Information Publique. Le concours dont il était question portait sur une dissertation d'une page manuscrite sur le thème : *"Pensez-vous que les Nations Unies ont jusqu'ici répondu aux attentes des peuples du monde? Et comment ?"*. Le responsable du Bureau de l'Information Publique a remercié la trentaine d'écoles qui y a participé. Les prix étaient constitués des postes-récepteurs radios, des dictionnaires Français, Français-

Anglais et du matériel Outreach MONUSCO.

Le Chef de Bureau MONUSCO à Kisangani, Madame Aissetou Sanogo, a lu à l'assemblée présente le message du Secrétaire Général des Nations Unies à l'occasion de cette journée.

Dans son discours, le Gouverneur de Province, M. Jean Bamanisa Saïd, a émis le vœu que les Nations Unies réfléchissent sur les actions futures au regard de ce que nous vivons actuellement. Selon Jean Bamanisa Saïd, les grands thèmes sur

lesquels les Nations Unies devraient focaliser leur attention sont notamment le changement climatique, le chômage des jeunes, la pauvreté, la paix, les inégalités, la discrimination, la torture, le racisme, les aides humanitaires, la démocratie, la bonne gouvernance, l'exploitation des ressources naturelles, la réglementation du commerce international et le respect des droits de l'homme.

Le Gouverneur de Province, M. Jean Bamanisa, n'a pas manqué de reconnaître que son pays, la République Démocratique du Congo, a été l'un des grands bénéficiaires de ses soixante-dix années d'existence des Nations Unies.

"Il vous souviendra qu'au lendemain de l'indépendance de ce pays, vers les années 1961, la guerre de MULELE éclatera et fera intervenir pour la première fois l'Organisation des Nations Unies au Congo. Cette intervention coutera même la mort à l'un des premiers secrétaires généraux de l'ONU, en la personne de Dag Hammarskjöld", a-t-il rappelé.

M. Jean Bamanisa Saïd a par ailleurs estimé que le peuple congolais devrait dire merci à l'Organisation des Nations Unies qui a volé aussi au secours de la République Démocratique du Congo à partir de l'année 2000 à travers les actions de la MONUC-MONUSCO qui ont permis de retrouver la paix.

En terminant son discours, M. Bamanisa, a souhaité que l'organisation des Nations Unies fasse encore plus. Il a fait sienne cette pensée du Secrétaire général de l'ONU : *"L'Organisation des Nations Unies est la demeure de l'Humanité, pour laquelle elle est synonyme d'espoir. Son action est guidée par la Charte"*.

La célébration de la Journée des Nations Unies à Kisangani s'est clôturée dans l'après-midi du samedi 24 octobre 2015 par un match de football qui a opposé l'équipe des joueurs FARDC à celle du contingent ghanéen de la MONUSCO. C'est l'équipe de la MONUSCO qui a remporté ce match par un score de 2 buts à 1 ■



Photo MONUSCO/Guy Karema

Vue de l'assistance lors de la Journée des Nations Unies à Kisangani

David Gressly et Dr Mamadou Diallo appellent au renforcement de la coopération entre les Nations Unies et le Gouvernement de la RDC

"La Journée des Nations Unies célébrée chaque année le 24 octobre, consacre pour cette édition, le 70e anniversaire de l'entrée en vigueur de la charte des Nations Unies. C'est une occasion pour réaffirmer l'engagement pris de respecter les idéaux fondateurs de l'organisation, d'œuvrer ensemble pour la paix, le développement et le respect des Droits de l'homme", a déclaré David Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général en RDC, et Chef de mission par intérim.

"La communauté humanitaire continuera de soutenir les populations vulnérables victimes de l'insécurité, des catastrophes naturelles et autres pandémies qui sévissent dans le pays. Nous restons disposés à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement de la RDC en vue de traduire en réalité les dix-sept objectifs de développement durable adoptés en septembre dernier par l'Assemblée générale des Nations Unies" a souligné le Dr Mamadou Diallo, Représentant spécial adjoint du Secrétaire des Nations Unies,

Coordonnateur humanitaire, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en RDC.

Le partenariat entre la RDC et la MONUSCO vieux de 15 ans, doit être réaffirmé et renforcé à l'occasion de cette Journée des Nations Unies. Par ailleurs, les agences du système des Nations Unies présentes en RDC depuis 55 ans ont contribué aux cotes du gouvernement à relever les défis multiples du pays ■

70 ans d'existence des Nations Unies

Entretien avec Graham Zebedee, ambassadeur du Royaume Uni en RD Congo

« L'ONU est et restera une organisation indispensable dans le monde »

Graham Zebedee a été nommé ambassadeur de Sa Majesté la Reine d'Angleterre en République démocratique du Congo (RDC) en avril 2015. Il a auparavant travaillé à Khartoum au Soudan, en Afghanistan et à Bruxelles en Belgique. En sa qualité d'ambassadeur d'un pays membre permanent du Conseil de sécurité, il a accepté d'accorder une interview exclusive à ECHOS DE LA MONUSCO, dans laquelle il livre son sentiment sur le 70^{ème} l'anniversaire des Nations Unies.

Propos recueillis par J. Tshimanga/MONUSCO

ECHOS DE LA MONUSCO : Quel bilan dressez-vous sur le travail de l'ONU à l'orée de son 70^{ème} anniversaire ?

Graham Zebedee : En cette année d'anniversaire des 70 ans d'existence des Nations Unies, le Royaume Uni s'associe à tous les

pays membres pour reconnaître l'incalculable contribution de cette Organisation au maintien de la paix. Pour nous, l'ONU est la seule organisation indispensable dans le monde. Il n'y a pas une autre organisation comme elle, qui soit capable de promouvoir la paix et le développement. Sa contribution dans ces domaines reste importante.

L'ONU est le seul forum où tous les pays du monde sont représentés et peuvent régler leurs différends dans un esprit de coopération, sans hostilité, sans agression.

S'agissant du bilan, le Secrétaire général M. Ban Ki-moon l'a bien souligné dans son message à l'occasion de cet anniversaire: *"Chaque jour, l'ONU améliore les conditions d'existence de millions de personnes; chaque jour, elle vaccine des enfants, distribue de l'aide alimentaire, offre un abri aux réfugiés, déploie des Casques bleus, protège l'environnement, œuvre au règlement pacifique des conflits et promeut la démocratie, l'égalité des sexes, les droits de l'homme et l'état de droit".*

Pouvez-vous nous rappeler quelques faits saillants de la contribution de la Grande Bretagne, en tant qu'un des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ?

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, le Royaume Uni joue un rôle important dans les discussions sur les opérations de maintien de la paix. Nous avons joué un rôle particulièrement important pour le Soudan du Sud. Le Royaume Uni conçoit et propose les différentes résolutions du Conseil de sécurité sur le maintien de la paix dans ce nouvel Etat. Je vous rappelle que pour la RDC, c'est la France qui joue ce rôle clé de proposition des différentes résolutions. Notre rôle est tout aussi capital dans la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Nous avons beaucoup contribué à la création de cette résolution et encouragé l'ONU à la mettre en œuvre. Notre contribution est également très positive dans le domaine du développement, parce que le Royaume Uni est l'un des quatre pays qui contribue au budget de l'ONU à hauteur de 0,7% de notre produit intérieur brut. Notre engagement pour le développement aux Nations Unies est donc très significatif.

Pensez-vous que l'ONU a bien rempli son rôle en RDC ?

C'est difficile de dire que le succès des Nations Unies en République démocratique du Congo est total parce que s'il y avait réussite l'on ne

parlerait pas d'une opération de maintien de la paix. Comme vous le savez, la MONUSCO est la plus grande opération de maintien de la paix de l'ONU dans le monde. J'estime que la première responsabilité de la sécurité en RDC revient au gouvernement. Il appartient à la MONUSCO de le soutenir et pas de prendre sa place. Et c'est difficile de dire que le transfert des responsabilités sera dans un espace d'un mois, mais nous reconnaissons que ce sont les problèmes politiques qui sont difficiles à résoudre. Je crois que la MONUSCO a fait beaucoup pour réduire le conflit au Congo : elle a contribué largement à la défaite du M23. Rappelons qu'à l'époque il y avait une bonne coopération entre la MONUSCO et le gouvernement, particulièrement avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Maintenant la collaboration est difficile entre les deux parties. Nous espérons que cette coopération va reprendre dans les prochains mois.

La stabilisation des provinces de l'Est du pays doit être aussi mise à l'actif de la MONUSCO. Aussi la MONUSCO a-t-elle joué un rôle important dans les élections de 2006 et 2011. Elle contribuera, certainement, au maintien de la stabilisation du pays pour l'avenir, pendant la période électorale qui est censée avoir lieu l'année prochaine.

Que reste-t-il à faire, selon vous ?

Il est vrai que la raison d'être de la MONUSCO est de maintenir la paix et la sécurité. Si cette mission quitte précipitamment, la RDC va être plongée dans l'instabilité. Sur tout dans l'Est, mais aussi dans d'autres provinces du pays. Ce qui reste à faire c'est de faire en sorte que les progrès que la RDC a réalisés depuis la fin de la guerre demeurent irréversibles. Cela implique une meilleure formation des FARDC, de la police et d'autres institutions de l'Etat. On ne peut pas accepter que la MONUSCO quitte et que les groupes armés prennent sa place, dominent les territoires, menacent la population, tuent, volent et violent. Si tel est le cas, c'est le chaos. Donc, il faut assurer l'irréversibilité des progrès accomplis.

Bientôt un pays africain pourrait siéger en permanence au Conseil de sécurité. Selon vous, quel serait-il ?

Le Royaume Uni c'est le seul pays qui souhaite clairement qu'un pays africain soit membre permanent du Conseil de sécurité, et bénéficie des droits dont disposent d'autres pays permanents en ce moment. Nous soutenons l'Afrique au sein du Conseil. Mais il ne nous appartient pas de déterminer quel pays doit posséder ce siège au Conseil. Nous soutenons l'Inde, le Brésil et l'Allemagne. Evidemment, il faut un africain comme membre permanent ■

Hommage à Dag Hammarskjöld



Photo ONU

Il est normal, à un moment où le personnel des Nations Unies est à l'honneur, de rendre un hommage appuyé à celui d'entre nous qui alla jusqu'au sacrifice ultime, rechercher la paix, aux confins de l'Afrique centrale : Dag Hjalmar Agne Carl Hammarskjöld il s'appelait. Il mourut le 18 septembre 1961, quand son DC-6 s'écrasa près de Ndola, en Rhodésie du Nord (actuelle Zambie), alors qu'il effectuait une mission de paix au Congo nouvellement indépendant. Il avait 56 ans.

✉ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

Dag Hammarskjöld fut un diplomate, économiste et auteur suédois. Second Secrétaire général des Nations Unies, il servit d'avril 1953 jusqu'à sa mort dans un accident d'avion en septembre 1961. Il est l'une des seules trois personnes à avoir reçu le Prix

Nobel à titre posthume. Hammarskjöld est aussi le seul Secrétaire général décédé en fonction. Il trouva la mort alors qu'il était en route pour aller négocier un cessez-le-feu.

En effet, en septembre 1961, Dag Hammarskjöld était dans la capitale congolaise, Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa), pour

discuter des modalités de l'aide onusienne avec le gouvernement, lorsqu'il fut informé de l'éclatement d'affrontements entre les soldats de la paix de l'ONU et les troupes de Moïse Tshombe luttant pour l'indépendance dans la province sécessionniste du Katanga. Il résolut de rencontrer Moïse Tshombe, le gouverneur du Katanga, pour négocier un cessez-le-feu. Rendez-vous fut pris à Ndola, en Rhodésie du Nord (Zambie actuelle) le 17 septembre. Cette mission allait coûter la vie au Secrétaire général de l'ONU. Son avion, un DC-6, décolla de Léopoldville à 17 heures. Le lendemain 18 septembre, on apprit que l'avion s'était écrasé après avoir survolé l'aéroport de Ndola où l'attendaient Tshombe et plusieurs autres personnalités. Après sa mort, le président américain John F. Kennedy le qualifia de *"plus grand Homme d'Etat du XX^{ème} siècle"*.

Né le 29 juillet 1905 à Jonköping, en Suède, Hammarskjöld fit ses études à l'Université d'Upsala et à l'Université de Stockholm. En 1951, il devint vice-président de la délégation suédoise à l'Assemblée générale des Nations Unies à Paris. En 1952, il devint président de la délégation suédoise auprès de l'Assemblée générale des Nations à New York.

En 1953, lorsque Trygve Lie démissionna de son poste de Secrétaire général de l'ONU, le Conseil de Sécurité des Nations Unies proposa de le remplacer par Hammarskjöld. Le 20 décembre 1954, il fut élu pour prendre la place de son père devenue vacante au sein de l'Académie suédoise.

Dans sa résolution 69/246 du 29 décembre 2014, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de désigner un groupe d'experts indépendants, chargé d'examiner et d'évaluer de nouvelles informations, relatives à la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient. Ban Ki-moon désignera trois experts tanzanien, australien et danois pour enquêter sur sa mort. Le groupe a commencé son travail le 30 mars 2015 et a soumis son rapport au Secrétaire général le 30 juin 2015. La suite sera certainement connue sous peu.

Chaque fois que nous célébrons les appels sous le drapeau des Nations Unies, n'oublions pas les preux soldats de la paix que furent Dag Hammarskjöld, Sergio Vieira de Mello, le capitaine Mbaye Diagne et bien d'autres Héros que nous ne saurons tous citer ici ■

70^{ème} anniversaire de la création des Nations Unies

“Une ONU forte pour un monde meilleur.”

Ils ont dit :



Photo ONU

Ban Ki-moon (SGNU depuis 2007) : « À l’occasion de cet anniversaire et chaque jour, nous devons utiliser notre pouvoir et notre influence pour faire ce qui est juste et nécessaire pour promouvoir la Charte. »



Photo ONU

Boutros Boutros-Ghali (6^{ème} SGNU de 1992 à 1996) : « J’ai confiance que les Nations Unies, nos Nations Unies, continueront d’être le fer de lance de l’innovation afin de pouvoir réaliser le but de la Charte de vivre dans « une liberté plus grande ».



Photo MONUSCO/J. Bompengo

David Gressly (RSSG, adjoint en RDC, en charge de l’Etat de Droit et Op/Est) : « C’est une occasion pour réaffirmer l’engagement pris de respecter les idéaux fondateurs de l’organisation, d’œuvrer ensemble pour la paix, le développement et le respect des Droits de l’homme, » a déclaré David Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général en RDC, et Chef de mission par intérim. »

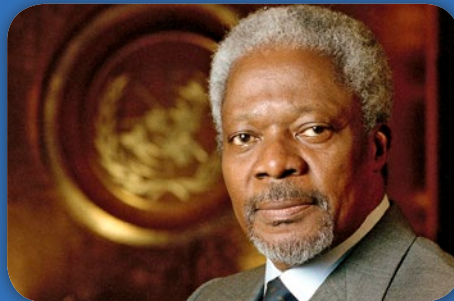


Photo ONU

Kofi Annan (7^{ème} SGNU de 1997 à 2006) : « Les quarante années que j’ai passées aux Nations Unies m’ont appris de nombreuses leçons, mais une seule est restée très présente. C’est que les sociétés saines et durables sont fondées sur trois piliers : la paix et la sécurité, le développement durable, l’état de droit et le respect des droits de l’homme. »



Photo MONUSCO/J. Bompengo

Mamadou Diallo (RSSG adjoint en RDC, Coordonnateur humanitaire) « La communauté humanitaire continuera de soutenir les populations vulnérables victimes de l’insécurité, des catastrophes naturelles et autres pandémies qui sévissent dans le pays. Nous restons disposés à travailler en étroite



Photo ONU

Navy Pillay (Haut-Commissaire aux DH de 2008 à 2014) : L’Organisation nous fournit

ces valeurs, ces normes et les outils pour les mettre en œuvre. Elle est passée de manière retentissante d’un ensemble de règles de droit international traditionnel centré sur l’État avec, pour base la prééminence de la souveraineté de l’État, à une institution centrée sur des normes. Ses objectifs sont clairs : tout en respectant la liberté des États souverains, elle a pour mission de protéger et de promouvoir la paix, la sécurité, le développement, l’état de droit et les droits de l’homme des peuples du monde entier. »



Photo ONU

Javier Pérez de Cuellar (5^{ème} SGNU de 1982–1991) : « Lorsque je tente de faire part de mon expérience dans ce qu’elle a de plus précieux, je trouve un seul mot : l’indépendance. Ce terme englobe ce qui m’a donné la force et la capacité d’exercer une influence positive sur un certain nombre de problèmes apparemment insolubles qui déchiraient la communauté internationale et qui restaient sans solution. »



Photo ONU

Aïchatou Mindaoudou (RSSG en Côte d’Ivoire depuis 2013) : « Avec l’établissement des opérations de maintien de la paix multidimensionnelles et des opérations politiques, l’Organisation a non seulement contribué à la stabilisation progressive de l’ensemble de la région ouest africaine, mais a considérablement influencé la dynamique, et les politiques régionales. »



Photo MONUSCO/Michael Ali

Une femme pour remplacer Ban Ki-moon, on y croit !

Un membre du personnel de l'ONU Femme au cours d'un entretien avec les visiteurs de l'exposition

Une femme comme prochain Secrétaire Général, l'idée fait son petit bonhomme de chemin depuis plusieurs années. Koffi Annan lui-même n'avait-il pas souhaité que ce soit une femme qui le remplace à la tête de l'Organisation ?

Par Tom Tshibangu/MONUSCO

Cela dépasse effectivement l'entendement qu'en 70 ans il n'y ait eu aucune femme à la tête de l'ONU; une ONU qui prône pourtant l'égalité des genres. Ban Ki-moon, le Secrétaire général actuel, qui a été élu en 2007, doit finir son second mandat à la fin de l'année prochaine pour laisser la place au neuvième SGNU, en janvier 2017. Il doit, si nos informations sont correctes, venir de l'Europe de l'Est, la seule région dont aucun ressortissant n'a jusqu'ici occupé ce poste de haut niveau.

Après 70 ans de règne masculin, je crois que le moment est venu de placer une femme à ce poste. Aucun argument contre un tel choix ne tient plus guère, au vu des avancées engrangées par la gent féminine. On ne peut plus arguer qu'il n'y a pas de femme capable de tenir et de faire tourner cette imposante machine (je n'ai pas dit machin). A un moment où des femmes briguent des postes de haut niveau tel que celui de Chef d'Etat; à un moment où elles s'investissent dans des carrières au niveau international et y excellent, je pense que plus rien ne s'oppose à la concrétisation de cette évidence.

La question revient d'ailleurs assez souvent, croit-on savoir, dans les discussions de couloir à l'ONU. Le mois dernier, lors de

la tenue de l'Assemblée générale des Nations Unies, il en a beaucoup été question. L'inconnue de l'équation restait : qui ? Si mes renseignements sont bons, après l'Asie, c'est au tour de l'Europe de faire un consensus autour d'une candidature pour le poste de Secrétaire général. Ce n'est pas ce qui manque, des femmes diplomates, ayant des qualités de leaders, responsables et de surcroît, si cela était nécessaire, bardées de diplômes. La difficulté résiderait plutôt dans la diversité du choix à faire parmi de nombreux curriculum vitae. Parmi les noms qui circulent, figurant deux Bulgares – Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, et Mme Kristalina Georgieva, Commissaire de l'UE à l'aide humanitaire – ainsi que la ministre des Affaires étrangères de la Croatie, Mme Vesna Pusic.

L'Assemblée générale a, le mois dernier, adopté une résolution qui pour la première fois appelle les candidats à se manifester, à soumettre leur curriculum vitae et à exposer leur vision de l'ONU. Les pays membres doivent envoyer le nom de leur candidat sous peu au Président du Conseil de Sécurité. Les noms des candidats déclarés et leur curriculum vitae seront communiqués à tous les Etats membres, une procédure en rupture avec des décennies de consultations à huis clos pour choisir le Secrétaire général. La

Charte de l'ONU stipule que "le Secrétaire général est nommé par l'Assemblée générale sur les recommandations du Conseil de Sécurité". Mais dans le processus largement opaque de nomination du Secrétaire général, ce sont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – les Etats Unis, la Chine, le Royaume Uni, la France et la Russie – qui ont un pouvoir réel en raison de leur droit de veto.

De toute évidence il est grand temps pour une Organisation qui prône la parité à tout va, qui pratique une discrimination positive en faveur des femmes pour ses recrutements, de donner l'exemple en balayant devant sa porte. Le leadership de l'ONU n'en serait que plus affirmé. Qui a peur d'une femme à la tête de l'ONU ne se rend pas compte que les guerres sont le fait des hommes, mais chaque fois qu'il faut s'asseoir à une table de négociations pour les faire cesser et trouver des solutions pour un vivre ensemble moins violent, on trouvera une femme pour soit évoquer les conséquences de ces guerres, soit pour faire pencher la balance en faveur d'un cessez-le-feu.

Ban Ki-moon l'a fortement recommandé: "Il est plus que temps qu'une femme dirige les Nations Unies". Avec lui, disons-le haut et fort: "Il est grand temps qu'une femme accède à la tête des Nations Unies" ■

Elections

Processus au point mort

Le processus électoral reste bloqué, pendant que le remplacement de l'abbé Malumalu à la tête de la Commission électorale nationale indépendante suscite une controverse entre les confessions religieuses. En effet, la conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) conteste le choix porté sur Corneille Nangaa pour diriger la CENI, tandis que cette dernière a besoin de réaménager son calendrier électoral pour pouvoir tenir le pari de l'organisation, dans les délais constitutionnels normaux, des élections législatives et de la présidentielle prévues pour novembre 2016

Par Abdourahmane Diallo/MONUSCO

Dix jours après l'annonce officielle, le 12 octobre 2015, de la démission de l'abbé Apollinaire Malumalu de la présidence de la CENI, les membres de la composante confessions religieuses de la Société civile, à l'exception des représentants de l'église catholique, ont choisi "par consensus" Corneille Nangaa, qui était jusqu'ici secrétaire exécutif de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), pour remplacer le président démissionnaire de cette institution. Ce choix est dénoncé par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), qui soutient qu'il y a eu des divergences profondes qui n'ont pas été aplanies entre les représentants des différentes confessions religieuses dans le cadre du processus de sélection du remplaçant de l'abbé Malumalu à la tête de CENI. Selon l'église catholique, c'est le manque de consensus autour des critères de choix du successeur de l'abbé Malumalu qui l'a amenée à refuser de prendre part au vote ayant permis à Corneille Nangaa d'émerger comme le candidat des confessions religieuses pour diriger la Commission électorale. "L'église catholique n'a pas voulu participer à cette parodie de désignation", a déclaré l'abbé Leonard Santedi, secrétaire général de la CENCO.

Comme on le voit donc, la crise qui secoue la CENI est loin de prendre fin. En plus du contexte politique actuel, qui est particulièrement tendu, notamment suite à la crise qui a secoué la Majorité présidentielle et le blocage du processus électoral, c'est une véritable crise de confiance que traverse l'institution chargée de l'organisation des différents scrutins dans le cadre du cycle électoral en

cours. D'une part, comme si les critiques de l'opposition et de la société civile, en particulier les Organisations non gouvernementales (ONG), ne suffisaient pas, voilà que l'église catholique remet en cause l'honnêteté du processus de désignation du président de la CENI. En contestant publiquement le mode de désignation de Corneille Nangaa, la CENCO contribue à fragiliser la légitimité de ce dernier avant même qu'il ne prenne officiellement fonction. D'autre part, les relations entre la CENI et le gouvernement sont également tendues en raison de divergences de vues sur le financement du processus électoral. En effet, la Commission électorale a récemment demandé une séance de clarification au gouvernement car, précise-t-elle dans une lettre au Premier ministre, elle n'a reçu, sur les exercices budgétaires des trois dernières années, que 17 % des fonds alloués par le Parlement. En réponse aux critiques adressées au gouvernement sur le financement du processus électoral, le ministre des Médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a tout simplement déclaré qu' "il y a une volonté de polémique" et que le gouvernement ne se laisserait pas entraîner dans cette polémique, avant d'ajouter que ce n'est pas avec la CENI que le gouvernement faisait la reddition des comptes, mais bien avec l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, les organisations de la société civile accentuent les pressions sur la CENI pour trouver un consensus autour du processus électoral. En effet, après la Synergie de la société civile, la Nouvelle société civile congolaise (NSCC) est récemment montée au créneau pour indiquer que la Commission

Photo MONUSCO / Sylvain Liechti



électorale et les autres acteurs concernés ont jusqu'au mois de février 2016 pour trouver un consensus autour de la tenue harmonieuse des élections, sinon les responsables du blocage devront répondre devant la population congolaise. La NSCC estime que le mois de février prochain est la ligne rouge à ne pas franchir pour éviter de compromettre le processus électoral. S'adressant aux acteurs politiques de la Majorité présidentielle comme de l'opposition, la NSCC note que "si rien n'est fait d'ici au 16 février 2016 pour dégager un consensus autour du processus électoral dans le strict respect du délai constitutionnel, la population congolaise les tiendra pour responsables du blocage et en tirera toutes les conséquences qui s'imposent en pareille situation". Par ailleurs, selon la NSCC, il y a une forte montée de l'intolérance politique marquée par des menaces à l'endroit de tous ceux qui, à l'instar des membres du G7, appellent au respect de la Constitution et des délais légaux pour l'organisation des élections législatives et présidentielle. En outre, de nombreux observateurs commencent à exprimer des inquiétudes face aux retards déjà enregistrés dans la mise en oeuvre du calendrier électoral qui nécessite maintenant d'être revu, malgré les résistances de la CENI face aux pressions concernant la modification dudit calendrier ■

“Amani ni njia ya maendeleo”

Consolider la paix dans l'Ituri grâce au dialogue démocratique et la relance économique avec le projet de stabilisation ISSSS/STAREC deuxième phase

Par Martine Pochon/MONUSCO

Le projet-pilote “*Amani ni njia ya maendeleo*” ou “*La Paix est la voie du développement*” a démarré fin décembre 2014. Il vise principalement à stabiliser l'axe Mambasa-Epulu-Niania par la restauration de l'autorité de l'état et la résolution des conflits latents, la relance économique ainsi que la lutte contre l'impunité des crimes de violences sexuelles. La population et les représentants de l'Etat congolais se sont engagés dans un processus de dialogue inclusif pour identifier les causes profondes des conflits dans cette zone, proposer des solutions et consolider la paix.

Le projet est évalué à environ 5 millions de dollars est financé en grande partie par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) complété par le Gouvernement Norvégien, principalement pour le soutien aux activités génératrices de revenus dans le secteur agricole. Il est mis en œuvre conjointement par le Gouvernement de la RDC, des organisations locales dont le Réseau Haki na Amani (RHA) et l'Association de Protection de l'enfant au Congo (APEC) et des ONG et agences telles que l'OIM, l'UNESCO (promotion du dialogue communautaire en lien avec la conservation de la Réserve de Faune à Okapis), la FAO, le PNUD et UN-Habitat, qui assument la coordination du projet qui s'étend sur 18 mois. Ce projet s'inscrit dans la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation ISSSS qui appuie le STAREC, le programme de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant de conflits armés. Il cadre avec la nouvelle approche de la stabilisation qui met l'accent sur le dialogue démocratique intégré dans tous les niveaux des interventions et porte une attention particulière à la dimension du genre.

Cadres de concertation

Le projet “*Amani Ni Njia Ya Maendeleo*” évolue autour d'un processus de dialogue entrepris avec les différentes communautés du territoire de Mambasa.

Les cadres de concertation qui se sont tenus fin septembre et début octobre au niveau des chefferies du territoire ont analysé les résultats du dialogue et pro-

posé des pistes de solutions à leur niveau. L'organisation ACIAR qui a organisé les rencontres est membre du réseau Haki na Amani, partenaire de mise en œuvre du projet IRF Mambasa. Les cadres ont aussi identifié un certain nombre de problématiques, d'ordre structurel, qui dépassaient les compétences des leaders locaux d'où l'importance de l'implication des autorités au niveau provincial et un plaidoyer au niveau national.

Jean-Marc Mazio, Chargé de Mission du STAREC de la Province Orientale, suit de près le projet depuis son démarrage. Il nous livre ses impressions :

“En plus du contenu, un certain nombre d'éléments m'ont frappé dans les discussions ces dernières semaines. On assiste à un changement important à travers le climat de dialogue et la gestion participative des entités administratives.

Les leaders communautaires ont par exemple adressé des revendications directes au gouvernement pour que celui-ci assure une prise en charge décente des militaires et policiers, afin de libérer la pression exercée sur les populations. La culture des débats commence à s'installer progressivement entre les administrateurs et les administrés et avec elle, une certaine motivation de la population dans la prise de parole pour exprimer des griefs et proposer des pistes de solutions.

Les femmes gagnent de plus en plus d'espace dans différents cadres de concertation locaux pour la prise de décision au sein de leurs communautés respectives. Auparavant celles qui prenaient la parole étaient des représentantes d'organisations, des femmes habituées des débats. Aujourd'hui ce sont des femmes issues des communautés qui osent parler, parmi une forte majorité d'hommes, parmi des intellectuels et des autorités traditionnelles ; elles font entendre leur voix et demandent des résultats, en termes de sécurité et de bonne gouvernance notamment. Pour moi c'est un des effets les plus impressionnants du programme.

Au niveau du contenu, les discussions ont beaucoup tourné autour de la problématique “tracasserie” administrative, policière, judiciaire et militaire dont souffre la population. Les autorités locales ont décidé d'élaborer une

panoplie de mesures idoines pour mettre fin à toute forme de tracasserie.

Les institutions se sont engagées à conscientiser leurs collaborateurs, les responsables militaires, les responsables de la police, de la justice civile, etc. Un groupe de travail constitué principalement des chefs coutumiers est en cours pour réaliser une cartographie des barrières illégales ou de certains services administratifs dans certaines localités. La population a été invitée à identifier les fraudeurs et à les dénoncer auprès des autorités compétentes qui ont été légitimées pour intervenir rapidement. En outre, les autorités ont pris l'engagement de collaborer avec les médias afin d'inclure des émissions sur la bonne conduite des fonctionnaires de l'Etat. Ce sont des solutions proposées par les participants et sur lesquelles toutes les parties se sont mis d'accord.

Du côté du STAREC, nous allons tout d'abord identifier les recommandations qui s'adressent au niveau provincial et les présenter lors de la prochaine réunion de CTC élargie, la première à être organisée pour la province de l'Ituri.

La question du chômage de la jeunesse, les questions foncières ou de disfonctionnement de la justice sont des thèmes pour lesquels nous devons nous regrouper avec les partenaires nationaux et internationaux et définir des stratégies pour adresser les problèmes de façon sectorielle ; comment pousser pour obtenir d'avantage de juges par exemple, pour la mise en place de programme d'emploi ciblés, etc. Le STAREC est aux premières lignes mais la collaboration de l'Unité d'Appui à la Stabilisation et les autres partenaires internationaux sera cruciale pour la réussite du plaidoyer”.

La Commission foncière de l'Ituri - CFI

La CFI a été instituée par l'arrêté du Commissaire de district du 2 juillet 2008. Elle est un espace de réception des plaintes de la population en ce qui concerne les problèmes fonciers et la recherche de solutions par des méthodes alternatives de résolution de conflits. Au regard des résultats qu'elle a atteints par le passé dans le territoire de Mahagi et Djugu, UN-Habitat a décidé de capitaliser sur son expertise dans le cadre

du projet IRF Mambasa. Lors d'une visite de projet à la fin du mois d'août 2015, nous avons rencontré Mme Louise Tajeki, Secrétaire à la Coordination de la CFI ainsi que le point focal CFI pour l'Antenne de Mambasa. Louise avait souligné l'importance des conflits liés à la terre et les problèmes sérieux posés par l'accès à la terre et la difficulté de trouver une solution pacifique dans le domaine foncier. *"Les gens rentrent chez eux après avoir passé un temps en déplacement et ils trouvent d'autres personnes installées à leur place. Comment négocier dans un tel contexte ?"*

La CFI travaille avec des animateurs qui sont les membres des communautés. Elle a conclu un acte d'engagement de collaboration avec les autorités locales, coutumières, les représentants de services étatiques et la société civile. CFI remplit également une tâche importante de vulgarisation de la loi foncière auprès des citoyens. Louise souligne que les mentalités ont déjà changé depuis la reprise de CFI et que la structure jouit d'une plus grande confiance de la part des partenaires. La CFI collabore notamment avec la Case des Femmes et les Comités locaux d'éveil (CLE), d'autres structures soutenues par l'IRF Mambasa. Les différentes organisations collaborent et échangent des informations, en fonction de leur thématique propre et leur rayon d'action.

Entre juin 2015 et septembre 2015, pas moins de 66 cas de conflits fonciers ont été identifiés. La CFI a été à même de documenter 44 dossiers en rencontrant les deux parties en conflit. Parmi ces 44 cas, 6 conflits ont été résolus et un compromis a été formalisé sur le papier, en présence de témoins. Une des grosses difficultés de la CFI est de faire respecter ces compromis et d'éviter que les conflits ne se réveillent. Elle cherche à ancrer ces compromis dans la justice, tout en étant confrontée aux coûts que cela implique. Un autre défi posé à la CFI est celui de la dépendance aux financements liés au projet c'est pourquoi elle demande aux partenaires de soutenir un plaidoyer envers les autorités de la Province pour que le fonctionnement de la CFI soit intégré dans le budget.

Hamadou Kodo Sounna est originaire du Niger. Il a une expérience de plus de 12 ans en matière de gestion des programmes et projets notamment dans les domaines de la construction de la paix, de la bonne gouvernance, de la lutte contre les trafics de drogue et autres crimes organisés transnationaux, de la sécurité alimentaire/résilience, du plaidoyer, de la Mobilisation des ressources, etc. Il a travaillé entre autres avec le PNUD, le PAM, UNODC, OXFAM GB, World Vision et comme consultant notam-

ment au Niger, au Sénégal et au Vietnam. Hamadou fait partie du programme des Volontaires de l'ONU.

Rôle de la MONUSCO

Sans qu'elle ne soit partie prenante dans l'exécution du projet, la MONUSCO joue un grand rôle en assurant des conditions sécuritaires et de facilitation pour le bon déroulement des activités du projet-pilote IRF Mambasa. La présence des contingents de la MONUSCO le long de l'axe du projet assure la sécurité des acteurs de mise en œuvre du projet ainsi que la protection des populations civiles bénéficiaires du projet.

De plus, le territoire de Mambasa ayant été retenu comme îlot de stabilité, les interventions de la MONUSCO et autres partenaires pour consolider la paix dans ce territoire viennent soutenir les réalisations du projet.

L'Unité d'Appui à la Stabilisation joue un rôle important, notamment dans la coordination des acteurs étatiques, le STAREC et les partenaires d'exécution d'une part, mais aussi dans le cadre du suivi et évaluation de la stratégie ISSSS, en veillant à ce que le projet et les approches utilisées par les partenaires de mise en œuvre contribuent à la ré-

alisation des objectifs de la stratégie ISSSS.

Justification du financement par PBSO via son *"Immediate Respond facility (IRF)"*

Le Fonds pour la consolidation de la Paix (PBF/PBSO) est le Fonds du Secrétaire général de l'ONU- lancé en 2006 pour soutenir les activités, les actions, les programmes et les organisations qui cherchent à construire une paix durable dans les pays sortant d'un conflit. L'IRF est le mécanisme de financement axé sur les projets de PBF qui est généralement utilisé dans les situations où une action rapide est nécessaire pour les besoins de consolidation de la paix et de relèvement immédiats

Le financement du projet-pilote Mambasa a été jugé urgent afin de prendre en compte une situation très volatile de conflit latent et pouvant mener à un conflit violent si rien n'était fait pour répondre aux dynamiques identifiées dans la zone d'intervention. PBSO, à travers son IRF, est le premier bailleur de fonds à financer la stratégie révisée de stabilisation en RDC. Ce projet-pilote est suivi de manière étroite par les partenaires et les bailleurs car il sert de modèle pour les futurs projets dans le cadre des stratégies provinciales de stabilisation pour l'Est de la RDC ■

Le programme IRF Mambasa

Hamadou Kodo Sounna a rejoint l'équipe de l'Unité d'Appui à la stabilisation fin septembre 2015, il est déployé à Bunia en Ituri.

Hamadou, vous êtes tout neuf dans la stabilisation, tout neuf dans les activités de l'ISSSS et du projet IRF Mambasa et vous avez participé à certains cadres de concertation et à la mini table ronde. Quelles sont vos premières impressions?

"Je suis frappé par l'intensité des débats. Les participants ont beaucoup à dire, ils veulent exprimer à la fois des besoins et des solutions. Les discussions sont chaudes. Je remarque aussi un besoin important en matière de communication sur le projet. Il faut que nous intensifions la communication avec les communautés et les autorités. Les participants ont parfois du mal à comprendre certains choix que le programme a fait. Pourquoi une antenne à Mambasa et pas ailleurs, pourquoi des commissariats et pas une route, etc. Et je remarque aussi qu'ils posent des questions très pertinentes sur le STAREC, sur l'ISSSS, sur le projet. Il y a un vrai désir de comprendre et de participer".

Du travail pour vous en perspective ?

"Tout à fait. Je prends note de ce besoin et de la nécessité pour nous de nous adresser davantage aux communautés et ceci de manière adéquate. En même temps, je sens un réel engouement de la part des autorités et de la population envers le programme et le dialogue, alors je pense que certaines conditions pour améliorer la communication sont déjà présentes".

Quelles sont vos expériences préalables en matière de dialogue ?

"J'ai collaboré à un projet de consolidation de la paix au Niger qui plaçait le dialogue au centre des interventions. J'ai pu remarquer la force du processus pour la création de la confiance entre les acteurs et l'importance de l'engagement de l'Etat pour faire avancer les recommandations issues du dialogue".

Martin Kobler présente le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba

Par Yulu Kabamba/MONUSCO

Le Chef de la MONUSCO, en fin de mission en République Démocratique du Congo a appelé le gouvernement congolais à garantir une campagne électorale équitable pouvant mener à des élections crédibles.

S'adressant aux membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 7 octobre dernier, pour la présentation du Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur l'état de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la Région, Martin Kobler a regretté que "les tensions politiques soient de plus en plus fortes", soulignant qu'un nombre croissant de violations des droits de l'homme, liées au processus électoral, particulièrement à l'encontre du droit de rassemblement pacifique, est observé.

M. Kobler a souhaité que le gouvernement congolais "prenne toutes les mesures nécessaires pour garantir que ces élections législatives et présidentielle soient transparentes, crédibles et inclusives; Réduire l'espace politique avant les élections mine la crédibilité du processus électoral" dira-t-il. L'opposition et une partie de la majorité, même s'ils ne se basent sur aucune déclaration du président Kabila, accusent ce dernier de chercher à tout faire

pour se maintenir au pouvoir, par exemple en retardant le scrutin.

"Rien ne doit empêcher la tenue à temps des élections en novembre 2016 comme le prévoit la Constitution", a martelé M. Kobler.

Il a aussi appelé, une nouvelle fois, Kinshasa, à donner le feu vert à des opérations conjointes entre les forces gouvernementales et la MONUSCO, contre les rebelles hutus rwandais dans l'Est de la RDC.

Il a conclu son intervention en insistant sur le fait que l'ONU "ne peut pas et ne doit pas se retirer dans la hâte". Son retrait doit être progressif et lié à des progrès tangibles sur le terrain, en référence à la volonté de Kinshasa de voir un retrait rapide des Casques bleus.

Il faut rappeler que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la Région fut signé le 24 février 2013 par dix pays de la Région. Il s'agit de la République démocratique du Congo (RDC), de l'Angola, de l'Afrique du Sud, du Burundi, du Congo, de l'Ouganda, du Rwanda, du Soudan du Sud, de la Tanzanie et de la Zambie.

Aux termes de cet Accord, le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'était engagé à :

- Continuer et approfondir la réforme du

Photo ONU



Martin Kobler, RSSG et Chef de la MONUSCO, en train de présenter un rapport au Conseil de Sécurité sur la situation de la RDC

secteur de la sécurité, en particulier en ce qui concerne l'armée et la police;

- Consolider l'autorité de l'Etat, en particulier à l'est de la République démocratique du Congo, y compris en empêchant les groupes armés de déstabiliser les pays voisins;
- Effectuer des progrès en ce qui concerne la décentralisation;
- Promouvoir le développement économique, y compris au sujet de l'expansion des infrastructures et de la fourniture de services sociaux de base;
- Promouvoir la réforme structurelle des institutions de l'Etat, y compris la réforme des finances; et
- Promouvoir les objectifs de réconciliation nationale, de tolérance, et de démocratisation ■

Le Secrétaire général de l'ONU nomme Maman Sambo Sidikou, du Niger, Représentant spécial pour la République démocratique du Congo



Photo ONU

Le chef de la MONUSCO qui vient d'achever son mandat en RDC a été remplacé par le Nigérien Maman Sambo Sidikou. Il a été nommé par le Secrétaire-général des Nations Unies Ban Ki-moon, le 8 octobre 2015.

Le Secrétaire-General a exprimé sa reconnaissance à M. Kobler pour sa contribution significative et ses multiples services rendus avec dévouement au cours des deux dernières années en appui à la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO.

M. Sidikou apporte une vaste expérience à son nouveau poste; il traîne derrière lui plus de 25 ans d'expériences dans les domaines de l'Administration publique et des Affaires internes de son pays, de services au sein des Nations Unies et comme haut cadre de l'Union Africaine. Il y a peu, il a servi comme Représentant Spécial de l'UA pour la Somalie (SRCC) et Chef de la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM). M. Sidikou a servi, à plusieurs titres, dans l'administration publique de son pays, plus récemment, comme Ambassa-

teur du Niger aux Etats-Unis (2011 à 2014). En 1999, il a servi comme Chef de Cabinet du Président de la République du Niger avec rang de ministre et de 1997 à 1999 comme Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration Africaine du Niger. Il a également servi comme Directeur de Cabinet du Premier Ministre et Directeur de la Télévision nationale du Niger.

Entre 1999 et 2011, M. Sidikou a travaillé pour la Banque Mondiale à Washington, D.C.; pour l'UNICEF au Nigeria, en Afghanistan, en Iraq, en Jordanie; et, pour Save the Children – Royaume Uni au Rwanda et en République Démocratique du Congo.

M. Sidikou est détenteur d'un doctorat de l'Université de l'Etat de Floride dans le domaine de l'Enseignement. Il est marié et père de deux enfants ■

Célébration de la Journée des Nations Unies 2015



SE CONNECTER À NOUS

www.monusco.unmissions.org
www.facebook.com/monusco.org
www.twitter.com/monusco
www.youtube.com/monusco
www.flickr.com/monusco